



# SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA MER

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Paris, le 21/12/2023

Au Capitaine, M. YUSUF VAROL et compagnie ISM  
Oras Denizcilik ve Ticaret Ltd  
İnkilap mah. Oruçbey sok. Tek Merve Plaza  
Blok No:2-8 Daire:15 Ümraniye/İstanbul  
TURQUIE

## Bureau du contrôle par l'Etat du port (STEN3)

Tour Séquoia, 1 place Carpeaux, 92055 La Défense  
Email : [psc.france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:psc.france@developpement-durable.gouv.fr)  
Tel : +33 1 40 81 39 87

|                               |          |                              |                  |
|-------------------------------|----------|------------------------------|------------------|
| Copie : Pavillon              | : Panama | Commission Européenne (EMSA) | Tokyo MoU        |
| Organisme habilité            | : BV     | Abudja MoU                   | Caribbean MoU    |
| Société de classification     | : BV     | Mediterranean MoU            | Indian Ocean MoU |
| Tous les membres du Paris MoU |          | Black Sea MoU USCG HQ (EU)   | Riyadh MoU       |
| Secrétariat du Paris MoU      |          |                              |                  |

## DECISION n° 4178

**Sujet : REFUS D'ACCES AU PORT – WIND S – IMO n° 9630016 – Pavillon PANAMA**

**Le Secrétaire d'Etat, placé auprès de la Première ministre, chargé de la mer :**

**Vu** la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS) modifiée, faite à Londres le 1<sup>er</sup> novembre 1974 ;

**Vu** le code des transports, notamment le 1<sup>o</sup> de l'article L. 5241-4-5 ;

**Vu** la directive 2009/16/CE du Parlement européen et du Conseil 23 avril 2009 relative au contrôle par l'Etat du port ;

**Vu** le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié, relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à la prévention de la pollution, à la sûreté et à la certification sociale des navires, notamment le 4<sup>o</sup> du I de l'article 41-9 et l'article 41-12 ;

**Vu** le décret n°2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

[www.mer.gouv.fr](http://www.mer.gouv.fr)

92055 La Défense cedex – Tél : 33 (0)1 40 81 63 53

**Vu** la décision du 9 octobre 2023 portant délégation de signature ;

**Vu** l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié, relatif à la sécurité des navires et à la prévention de la pollution, notamment ses articles 150-1.21 et 221-I/01 et suivants ;

**Vu** la décision administrative d'immobilisation du navire WIND S n° IMO 9630016 battant pavillon Panama du 15 décembre 2023 ;

**Vu** la décision administrative de levée de l'immobilisation du navire WIND S n° IMO 9630016 battant pavillon Panama du 21 décembre 2023 ;

**Considérant** qu'il a été constaté, au cours d'une inspection par les inspecteurs dûment habilités pour le contrôle au titre de l'Etat du port du centre de sécurité de Boulogne le 15 décembre 2023, que le navire WIND S n° IMO 9630016 battant pavillon Panama présentait plusieurs anomalies au regard des dispositions de la convention SOLAS susvisée et des articles 221-1/01 et suivants du règlement annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié ;

**Considérant** que les non-conformités identifiées présentant un risque manifeste pour la sécurité maritime, les inspecteurs dûment habilités pour le contrôle au titre de l'Etat du port du centre de sécurité ont procédé à l'immobilisation du navire par une décision du 15 décembre 2023 ;

**Considérant** que le Panama est sur la liste grise des performances pavillon 2022 du Paris MoU publiée le 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;

**Considérant** que le navire a été détenu 3 fois au cours des 24 derniers mois le 29 novembre 2022 en Italie, le 23 novembre 2023 au Royaume-Uni et le 15 décembre 2023 en France ;

**Considérant** qu'il résulte de ce qui précède que le navire présente un risque élevé pour la sécurité maritime, la sûreté maritime ou pour l'environnement au sens de l'article L. 5241-4-5 du code des transports.

## DECIDE

**Article 1er :** L'accès aux ports et aux mouillages sur l'ensemble du territoire national est refusé au navire WIND S N° IMO 9630016 pour une durée de 3 mois.

**Article 2 :** La présente décision prend effet à compter du départ du navire. Elle ne s'applique pas en cas de force majeure définie à l'article L. 5334-4 du code des transports.

**Article 3 :** La présente décision ne pourra être levée que sous ces conditions :

- Une requête formelle sera adressée au bureau du contrôle de l'Etat du port. Cette requête devra être accompagnée d'un document de l'autorité du pavillon confirmant que le navire est conforme aux dispositions de toutes les conventions internationales applicables. Ce document devra être délivré par l'administration et non par l'organisme habilité agissant en son nom. De plus, un document de la société qui délivre le certificat de classe du navire confirmant que le navire est conforme à ses standards devra être joint, le cas échéant ;
- A la suite de la ré-inspection du navire à la satisfaction du bureau du contrôle de l'Etat du port dans un port du territoire national ou dans un port du Paris MoU sous réserve d'un accord par ce dernier. La demande de ré-inspection devra être adressée au bureau susmentionné avec un préavis minimum de 14 jours.

**Article 4 :** Tous les frais liés à l'inspection pour la levée du refus d'accès seront à la charge de la compagnie du navire WIND S.

**Article 5 :** Tout recours contentieux formé à l'encontre de la présente décision doit obligatoirement être précédé d'un recours administratif préalable devant le ministre chargé de la mer dans un délai de quinze jours francs à compter de sa notification.

**Article 6 :** Le Secrétaire d'Etat, placé auprès de la Première ministre, chargé de la mer est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site [www.mer.gouv.fr](http://www.mer.gouv.fr).

Le Secrétaire d'Etat, placé auprès de la Première ministre,  
chargé de la mer et par délégation ;

Marc LEGER

Sous-directeur de la sécurité et de la transition écologique des  
navires